



Valréas, le 17 mars 2023

**Nos Réf :**

WA/JLG/SB/AA/2023-83

**Jours et Heures**

**d'ouverture :**

Du lundi au vendredi de

9h à 12h et de 14h à 16h

**Objet :**

Avis SDC PACA

**Suivi par :**

Sandrine BATUT.

**Courriel :**

sandrine.batut@smbvl.net

**Monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes Côte d'Azur**

**DREAL**

**Service Biodiversité, Eau et Paysage**

**16 rue Zattara**

**CS 70248**

**13 331 Marseille Cedex 3**

**Suivi par Sylvaine IZE**

**Monsieur le Préfet de Région,**

Par courrier en date du 23 janvier, vous sollicitiez l'avis de la CLE du SAGE du Lez en parallèle des consultations obligatoires sur le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Vous trouverez ci-joint l'avis du Bureau de la CLE.

Vous en souhaitant une agréable réception, je vous prie d'agréer, **Monsieur le Préfet de Région**, mes sincères salutations.

**Le Vice -Président de la CLE du SAGE  
William AUGUSTE**

*William AUGUSTE*



## Avis n°1-2023 du Bureau de la CLE du SAGE sur le bassin versant du Lez

**OBJET : Consultation administrative relative au schéma régional des carrières (SRC) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.**

L'article R515-3 du code de l'environnement dispose que le schéma régional des carrières doit être compatible avec les dispositions des schémas d'aménagement et de gestion des eaux.

En effet, les carrières peuvent présenter des impacts sur la ressource en eau (perturbation des écoulements et risques de pollutions) et sur les écosystèmes qui y sont associés.

Les carrières peuvent générer un risque sur la ressource en eau, potentiellement accru dans le cas des exploitations de granulats alluvionnaires. En cours d'installation et d'exploitation, des impacts potentiels peuvent survenir sur la nappe alluviale (mise à nu, abattement) ou sur l'hydromorphologie du cours d'eau (modification de la topographie, espace de liberté). D'autres risques sont présents comme le rejet de matières en suspension, la vulnérabilité de la nappe mise à nu aux pollutions.

Sur la forme, le rapport de l'étude environnementale ne mentionne pas la ZRE du Lez (en page 66), indique en page 73 « des prélèvements bien inférieurs aux besoins » en faiblesse, ne faut-il pas entendre « des prélèvements bien supérieurs aux besoins » ?

La partie vaclusienne du bassin versant du Lez dispose de 5 carrières en exploitation :

- une sur la commune de Bollène : la carrière SPRB Vallabrègues ;
- et quatre d'exploitation de gravières et sablières, extraction d'argile et de kaolin sur la commune de Mornas : les 2 carrières RICARD, la carrière Delorme et la carrière des sables de Montmou de la société des calcaires régionaux.

Bien que le projet de SAGE sur le bassin versant du Lez soit en cours de consultation des instances officielles et qu'il ne devrait être approuvé qu'en début d'année 2024, cette consultation en parallèle des consultations obligatoires est l'opportunité d'une transmission de données récentes à intégrer dans les enjeux à prendre en compte. Par ailleurs, le Schéma Régional des Carrières de la région AURA a été finalisé en 2021 et des différences apparaissent quant au niveau de classement d'enjeux pour certains zonages.

**Le scénario retenu pour le Schéma Régional des Carrières prévoit les conditions générales d'implantation des carrières, les gisements d'intérêt régional et national dans le respect de mesures permettant d'éviter, de réduire ou, le cas échéant, de compenser l'atteinte à l'environnement que la mise en œuvre de ce Schéma est susceptible d'entraîner.**

**Concernant l'enjeu de l'eau, les secteurs à enjeux et les règles définies pour ces secteurs dans le Schéma Régional des Carrières sont les suivants :**

Secteurs à enjeux de l'eau identifiés par le SRC	Règle
<b>Enjeux rédhibitoires</b>	
Lits mineurs des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994) et réservoirs biologiques (SDAGE)	Interdiction (Mesure 6), renouvellement possible d'exploitations existantes (Mesure 29)
Espaces de mobilité des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994)	
Lits moyens des cours d'eau domaniaux	
Zones de protection immédiate des captages	Interdiction (Mesure 6 et 34)
<b>Enjeux forts</b>	
Zones de sauvegarde de la ressource en eau	Ouverture possible, dernier recours (mesure 29), à éviter mesure 33
Zones humides	Ouverture possible, en dernier recours (mesure 29)
Espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques (disposition 6A du SDAGE)	
Boisements rivulaires ou de ripisylves	
Zones de protection rapprochée des captages, selon le contenu de l'arrêté préfectoral	
<b>Enjeux modérés</b>	
Aquifères stratégiques du SDAGE	Ouverture possible, à défaut (mesure 29)
Zones de protection éloignée des captages, selon le contenu de l'arrêté préfectoral	
Lits majeurs	

*Légende : en rouge les enjeux réglementaires strictes et rédhibitoires, en orange les enjeux forts, en vert les enjeux modérés. En fond grisé, les enjeux non cartographiés.*

**Concernant les enjeux naturels, les secteurs à enjeux rédhibitoires sont ainsi définis :**

Secteurs à enjeux naturels établis par le SRC	Règle
<b>Enjeux rédhibitoires</b>	
Cœurs de parcs nationaux	Interdiction (Mesure 6) Interdiction de nouvelles carrières, renouvellement possible d'exploitations existantes (Mesure 29)
Terrains acquis et gérés dans le cadre de mesures de compensation	
Réserves biologiques (intégrale et dirigée)	
Réserves Naturelles Nationales, si l'acte constitutif empêche la réalisation des carrières	
Réserves Naturelles Régionales, si l'acte constitutif empêche la réalisation des carrières	
Arrêtés Préfectoraux de Protection (biotopes, habitats naturels, sites géologiques), si l'acte constitutif empêche la réalisation des carrières	
Sites acquis par le conservatoire du littoral	
Site acquis ou gérés par le Conservatoire régional des espaces naturel (CEN Provence-Alpes-Côte d'Azur)	
Espaces naturels remarquables (loi littoral), dont ceux identifiés dans les DTA 13 et 06 et traduits en interdictions dans les documents d'urbanisme	
Bande des 100m (loi littoral)	
Forêts d'exception (label)	
Forêts de protection – restauration des terrains en montagne	
Espaces boisés classés (cf article L130-1 du code de l'urbanisme)	
Eléments de la trame verte et bleue identifiés dans les documents d'urbanisme, (si le règlement applicable du document d'urbanisme y interdit les projets industriels)	

L'analyse de ces éléments **appelle les remarques suivantes :**

**1°) Le classement des niveaux d'enjeux des zonages de protection des captages AEP n'est pas suffisamment strict, ni cohérent avec celui pris en compte par le Schéma Régional des Carrières de la Région AURA.**

La CLE demande que les zones de protection rapprochée des captages d'eau potable soient identifiées en enjeux rédhibitoires, que les zones de protection éloignée soient classées en enjeux forts (sensibilité majeure pour le SRC AURA) et les aires d'alimentation de captages (AAC) à enjeux intrants soient identifiées en enjeux forts ou modérés mais avec des mesures compensatoires très fortes. De même, pour les zonages de ressource stratégiques (ou aquifère stratégique) pour l'alimentation en eau potable, les mesures compensatoires doivent être fortes (classement en autres zones à forte sensibilité pour le SRC AURA).

**2) Les Arrêtés Préfectoraux de Protection (biotope, habitats naturels, sites écologiques) et les éléments de la trame verte et bleue identifiés dans les documents d'urbanisme sont des secteurs à enjeux naturels classés en enjeux rédhibitoires mais ils sont assujettis de conditions : « si l'acte constitutif empêche la réalisation des carrières » et « si le règlement du document d'urbanisme y interdit les projets industriels ». Ces conditions ouvrent une opportunité pour le porteur de projet de ne pas appliquer les interdictions sur ces secteurs à enjeux très forts, d'autant que ces mentions ne figurent pas dans le SRC AURA.**

La CLE demande que les mentions « si l'acte constitutif empêche la réalisation des carrières » et « si le règlement du document d'urbanisme y interdit les projets industriels » soient supprimées.

**3°) Une prise en compte des différentes enveloppes et contraintes réglementaires strictes et enjeux à intégrer annuellement.**

La CLE souhaite que les cartographies des sensibilités et enjeux du Schéma Régional des Carrières puissent être dynamiques et actualisées chaque année afin de prendre en compte l'amélioration de la connaissance et l'évolution des procédures. Pour le bassin versant du Lez, les zonages suivants identifiés dans l'atlas cartographique du projet de SAGE doivent être pris en compte dès le début d'année 2024 :

- l'Espace de Bon fonctionnement concerté des cours d'eau,
- l'Arrêté Préfectoral de Protection d'Habitats Naturels (APPHN) sur le Lez et ses affluents,
- la Zone de Protection Renforcée de la nappe du miocène du Comtat,
- les scénarios de gestion des Zones humides du bassin versant du Lez,
- les Zones d'Expansion de Crues du bassin versant du Lez.

Les Zones de Sauvegarde de la nappe du miocène du Comtat sont en cours de définition et seront également actées en 2024.

**Le Vice- Président de la CLE,  
William AUGUSTE**

William AUGUSTE  
